

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
7 au 13 octobre 1998



10,00 F

Loi Aubry et 35 heures

Le chantage à l'emploi

APRES L'ADOPTION AU parlement de la loi Aubry et ses premières applications, les illusions tombent les unes après les autres et d'ici peu, tel que nous l'envisageons, les salariés pourront mesurer les véritables préoccupations de ce gouvernement s'ils ne les ont déjà perçues.

Tout d'abord pour saisir la finalité économique et idéologique de cette loi, il est utile de se remémorer qu'elle porte pour l'essentiel sur une incitation à l'emploi et à l'aménagement du temps de travail. Il est simple, uniquement à partir de ces principes et en considérant que la société est fondée notamment sur le concept de l'exploitation avec l'État

application. C'est dire ce que l'on peut en attendre. Les apôtres de l'entreprise « citoyenne » ont pu retrouver en la fille de Delors une Fatima des temps modernes

Emploi ou travail

La loi a donc pour objectif l'emploi et non le travail. Cela peut sembler être une nuance mais il s'agit au fond de deux orientations distinctes. Dans la première, on occupe les individus par le salariat sans modification économique, c'est-à-dire sans toucher à la redistribution de la plus-value encaissée par le patronat ou sans modifier l'usage de l'impôt pour répondre aux besoins

Si la deuxième se confie dans une simple gestion du capital et n'a pas a priori plus notre gré, elle redonnerait tout au moins une capacité à tout individu de peser sur les fondements sociaux.

Ceci permettrait de sortir de ce faux débat qui laisse supposer que le capital a une morale et croire que la misère qu'il génère puisse modifier ses orientations. Cela relève d'une naïveté dangereuse, car il a toujours su manier selon ses besoins la carotte et le bâton.

En qualité d'anarchiste, nous ne pouvons nous satisfaire de gérer les marges sociales qu'il génère, y compris si nous pensons que c'est à partir d'elles que des évolutions sont possibles. Dans tous les cas, c'est selon notre capacité d'organisation du plus grand nombre que nous pourrions aboutir à ébranler ce vieux monde, sinon nous serons contraints à nous convertir en secte en attendant le jour du salut éternel...

Création d'emplois ?

Concernant la loi, la ministre fait état d'accords signés dans plus de 700 entreprises pour 1800 emplois créés. Vu qu'elle ne dit pas le nombre de salariés concernés par ces accords et qu'en prenant une hypothèse basse de 50 salariés par accord c'est 35000 qui le seraient. Appliquer le même ratio de création d'emplois à l'ensemble du secteur défini par la loi et ce serait 600 000 emplois créés selon le meilleur des rêves du gouvernement Jospin. Le prix alors pour les finances publiques serait de plusieurs centaines de milliards de francs d'aide au patronat en application de la loi...

Mais personne du Budget ne s'en émeut car tous savent que la majorité des accords sont et seront signés sur la base défensive, c'est-à-dire sans création d'emploi donc avec un coût réduit. En clair, y compris sur sa propre orientation, la ministre a mis à côté de la plaque. Est-ce le fruit du hasard quand on connaît les besoins de restructuration de nombreux secteurs industriels et la nécessité de réduire les dépenses de l'État pour respecter les critères de l'Euro ?

Bénédiction pour la flexibilité

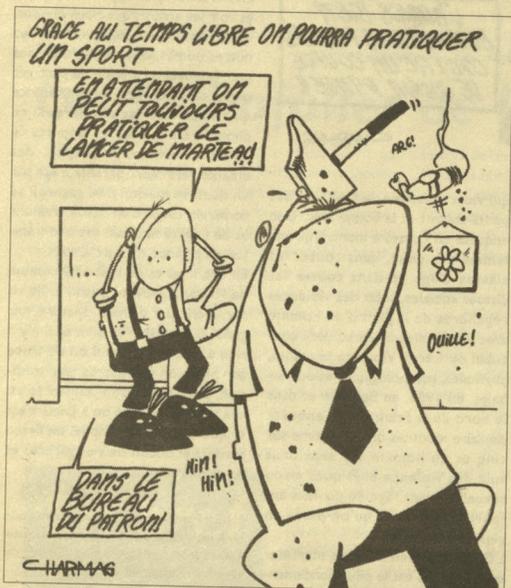
Par contre, le patronat peut se frotter les mains, il a le moyen d'imposer la flexibilité à travers des accords signés au niveau de chaque entreprise puisque le gouvernement lui offre la possibilité d'"aménager" le temps de travail. La droite lui avait promis, la gauche l'a fait...

En effet, si légalement le patronat avait déjà la possibilité de ●●● page 8

● **Famille :**
● **maintien de l'ordre**
● **page 2**

● **Le Front national :**
● **analyse et rôle**
● **page 3**

● **Belgique : Refus de**
● **toutes les expulsions**
● **page 6**



pour gendarme, de saisir qui de l'exploiteur ou de l'exploité peut en tirer un bénéfice. Certes à l'origine, le patronat a renâclé, jouant à cette occasion la partition des politiciens libéraux mais il a su depuis retrouver ses valeurs et on le voit maintenant faire preuve de « réalisme » et user de la loi voire s'en faire son thuriféraire à l'image de son organisation de « jeunes », le C.N.J.D. Il vient en effet de contracter avec la ministre socialiste de l'emploi pour en faire une « bonne »

sociaux et créer des emplois publics. Pour la deuxième, il est clair qu'il faut satisfaire la demande de biens de consommation et sociaux, il est alors nécessaire de modifier le nombre d'heures travaillées, et imposer une répartition du travail par sa réglementation et son coût. Ni l'une, ni l'autre ne peut être considérée comme une orientation anarchiste mais la première est d'inspiration réactionnaire et se limite à gérer la misère pour le plus grand profit des possédants en confinant une part importante de la société à vivre du bon vouloir des gouvernants et de la charité. C'est ce que nous subissons depuis plus de 20 ans avec l'accroissement du profit, l'augmentation du nombre de chômeurs et en parallèle les Resto du Cœur.

EDITORIAL

La mort de Sémira Adamu, jeune nigérienne étouffée sous un coussin par les gendarmes belges, a fait ressortir ce pays sur le devant de la scène, et ce, quelques mois après l'affaire Dutroux et les réseaux de pédophilie. Voilà qui va sûrement alimenter ces « inénarrables blagues belges » dont les beaufs sont régulièrement friands. Mais ce chauvinisme ne peut être salvateur d'un certain angélisme. Il n'est pas inutile dans certains cas de balayer devant sa porte. Et voilà que l'on nous reparle au pays des droits de l'homme de la mort d'un demandeur d'asile lors de son expulsion, et ce en 1991. En effet, sept ans auparavant, un Sri-Lankais d'origine tamoule, Arurum Sivasampu Esan était décédé dans l'avion qui devait le renvoyer à Colombo. « Bande Velpeau à hauteur de la bouche retirée par la suite, menottes aux poignets, les mains dans le dos, et aux chevilles ». La reconstitution des faits, suite à une plainte déposée par la veuve d'Arurum Sivasampu Esan a eu lieu le 28 avril dernier.

Sept ans pour faire la lumière sur cette affaire ! Et pour se rendre compte que sa mort « a pu survenir lors de manœuvres de maintien sur le siège effectuées en utilisant une couverture placée en avant de la bouche du cou et du thorax et tirée latéralement en arrière dans un contexte d'agitation importante » (rapport des médecins experts). Mais nos voisins européens ne sont pas en reste lors des expulsions. L'on parle de minerve antimorsures et crachats au Danemark, de cannes glissées dans les pantalons aux Pays-Bas, de body belt en Grande-Bretagne.

Les États débordent d'imagination lorsqu'il s'agit de répression et d'expulsion. Un seul mot d'ordre : maintien de l'ordre établi. Ordre établi, ordre moral : la différence est minime. Ceux et celles qui manifestaient samedi 3 octobre dans différentes villes contre le P.A.C.S. et pour la notion de famille, à l'appel des Associations familiales catholiques et de Familles de France, avec le soutien des Associations familiales protestantes et de l'Union des familles musulmanes de France, ne se sont d'ailleurs pas trompés. Toutes ces religions liées contre un seul objectif pour défendre leur démocratie. Qu'ils s'agissent des États ou des religions, nous combattons sans relâche leur politique et leur morale. Parce que notre projet social ne peut se satisfaire de leur déni de droit et de justice.

ISSN 0026-9433 - N° 1135

M 2137 - 1135 - 10,00 F



FOP 2520

Famille et maintien de l'ordre

LA FAMILLE EST UN SUJET À LA mode, cette année. Les associations familiales montent au créneau pour « défendre LA famille » contre les attaques (pécuniaires) du gouvernement et contre les attaques du lobby homosexuel. Quand LA famille est attaquée, ON la défend. Mais, au fait, c'est qui « on » ?

L'Église catholique au nom de son hégémonie de droit divin ; les états-majors des autres religions, parce que les clergés ont pour vocation de diriger l'organisation sociale des peuples et des individus ; la droite, par mission conservatrice (preuve s'il en est que libéralisme et liberté ne sont pas synonymes) ; et quelques isolés à gauche par relents utilitaristes ou par rationalisme mal pensé.

Quand on demande à Sarkozy pourquoi il est contre le P.A.C.S. il répond que un enfant, ça doit avoir un père et une mère. C'est bien intéressant, mais la réponse est un peu à côté de la question. Quoi que...

La famille : une notion de classe

Ainsi, le mot « famille » appellerait chez certains, le mot « enfant ». C'est pas idiot. Il y aurait donc les couples d'un côté, et ces couples deviendraient des familles, dès lors qu'ils auraient des enfants à charge. Mais alors, pourquoi se marier ?

On pourrait imaginer que la société ne reconnaisse que l'individu et ne s'intéresse à son statut social que lorsqu'il y a des enfants. Or ce n'est pas ça du tout que réclament Sarkozy et les autres. Alors pourquoi traduisent-ils « famille » par « enfant » ?

En fait, la famille est un élément d'une idéologie. Dans cette idéologie, ce qui définit la famille, ça n'est pas les enfants mais les parents. Et voilà notre Sarkozy qui retombe sur ses pieds.

Dans l'Angleterre victorienne, le parlement a débattu de la question des enfants adultérins. Il en était ressorti que l'adultère est un crime,

parce que c'est un vol. À chacun vient à l'esprit que c'est le vol d'une femme à son mari par un autre homme. Mais non ; c'est l'enfant adultérin lui-même le voleur. De facto voleur d'un héritage qui n'est pas le sien. Il vole son père et ses frères et sœurs (enfin, surtout ses frères) (1).

On commence à y voir plus clair. La famille, la parentalité, la paternité, c'est une histoire de pognon et de sang. Et quand on parle de sang, on est jamais bien loin de la race. La préservation de la race, voilà à quoi sert la famille. La race des maîtres, celle des esclaves, chacun à sa place pour des siècles et des siècles, Amen.

Ce qui fait de la famille le véritable pilier de notre société, comme le dit fort justement l'Église catholique, c'est la garantie de la continuité du rang social, de la nationalité (bien sûr), de l'affiliation religieuse (éventuellement) mais, surtout de la propriété.

La véritable clef de voûte du système c'est l'héritage puisqu'il est la garantie de l'accumulation des richesses. Il serait mathématiquement impossible que moins de mille personnes les plus riches possèdent à elles seules la moitié de toutes les richesses de la planète si à chaque décès, les biens non utilitaires étaient répartis dans le pot commun. hypothèse purement fantaisiste et utopique du reste puisqu'aucune fortune conséquente ne peut-être amassée en une seule vie.

Même les gagners de service qu'on nous sort de temps à autres, qui, partis de rien sont arrivés à tout, les Tapie, les Bill Gates, ont bien dû s'appuyer sur la fortune de leurs actionnaires pour bâtir leurs empires. On ne fait pas fortune avec une idée si on ne la vend pas à quelqu'un qui a les moyens.

Une arme émotionnelle

Bien sûr, les pauvres se marient aussi, ceux qui n'ont rien, ou si peu, à léguer. La tradition, les conventions, ce que l'on essaye de faire passer pour « le bon sens », le « sens commun », bref, la nature. Or les

conventions, les traditions, ne sont ni universelles, ni naturelles. Elles sont entretenues, fabriquées de toutes pièces en fonctions des besoins du moment et elles sont entretenues et perpétuées par la religion, l'école, l'armée (si besoin est), la loi. Dans le cas de la famille qui est à la fois une institution et une tradition, la perpétuation d'une génération sur l'autre se fait même en interne. Quelle économie !

parts contre la solidarité où la race supplante la classe. La Patrie avant la Famille et la Famille avant les autres. Comme tous les remparts, celui que dresse la famille a bien évidemment deux sens. Il empêche aussi de sortir les sales petits secrets des familles « bien comme il faut ». Ces poulaillers où le coq règne en maître absolu, le chef de famille des formulaires administratifs et des enquêtes sociologiques. Le mâle suprême

tal de notre société. Comme panacée du bonheur sur terre, ça se pose un peu là !

Et pour nous ?

Ceci dit, c'est bien joli de tout critiquer, mais les anarchistes vivent-ils en dehors de la famille ?

Il y a la vie, les couples. l'amour. C'est la forme légale et sociale de la famille nucléaire que nous refusons. Nous revendiquons nos couples, voire nos groupes, nos communautés, comme des choix. Les foyers que nous construisons n'ont de raison d'être que le temps que nous leur donnons. Nos couples ne sont pas des calculs entre familles d'intérêts concordants. Nos mariages, en revanche sont souvent des calculs pour tirer le meilleur parti d'un régime fiscal. pour avoir un meilleur deal à la banque, pour présenter un plus joli dossier à la D.A.S.S. quand on veut adopter un enfant. Oui, comme les bourgeois, les anarchistes. et pas mal d'autres, se marient par calcul... mais on ne compte pas pareil.

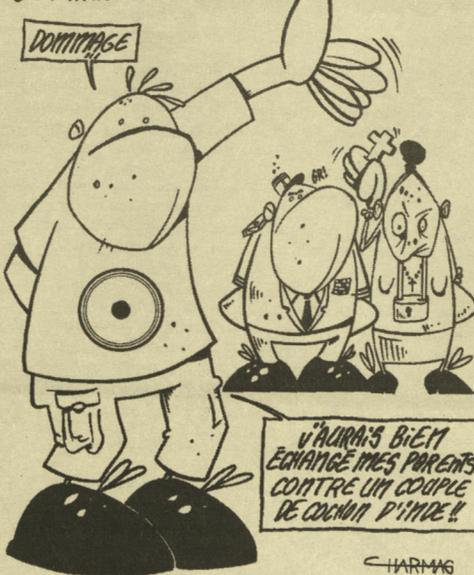
Depuis toujours nous revendiquons la libre maternité comme faisant partie intégrante de l'amour libre. La famille légale fait des parents irresponsables puisque elle ôte toute réflexion pousinée et fait de la parentalité un mécanisme réflexe. On peut découpler le rapport parent-enfant du simple rapport biologique et voir les enfants que nous élevons, qu'ils soient biologiquement les nôtres ou pas, comme des individus avec lesquels on a envie de partager quelque chose. Avec cette différence qu'un enfant n'est pas libre de ce choix-là. De même, les respects de filiation, l'amour, le respect des enfants vers leurs parents n'est pas un dû. Il se mérite, il se gagne, il se construit. L'idée d'un devoir d'amour et de fidélité familiale est une trahison du principe même d'amour.

En fait, il en va de la famille comme de l'hétérosexualité quand on la vit par choix, par décision mature, par goût, etc. c'est très bien et il n'y a rien à y redire. Quand on s'y lance par pression des autres. par tradition, pour faire plaisir aux ancêtres, aux voisins, au curé ou à Dieu, c'est toujours une catastrophe, un fiasco sordide et autant de vies gâchées et de plaisirs perdus.

Andi B. - Alès (30)

(1) En France, malgré le nouveau code civil, les enfants adultérins ne sont égaux à leurs frères et sœurs d'un mariage ou après un mariage de leur(s) parent(s).

"ON CHOISIT SES COPAINS MAIS RAREMENT SA FAMILLE"



Faire en sorte que les gens se marient, c'est d'abord les stabiliser socialement. S'ils construisent une famille dans leur chaumière, ils ont alors quelque chose. À perdre (le début de la richesse en quelque sorte). On peut alors mobiliser les citoyens qui craignent qu'on ne vienne jusque dans leurs bras égorger leurs fils et leurs compagnes. Aux armes donc, si ce n'est pour la patrie, notre mère à tous, que ce soit au moins pour protéger le poulailler.

L'arme émotionnelle a été utilisée depuis toujours contre les rebelles : « si tu remues trop, on va aller voir tes gosses à la sortie de l'école, on va violer ta femme ». Méthode utilisée par les fascistes encore aujourd'hui, par les sectes diverses mais aussi par les staliniens zélés qui ont su en jouer plus souvent qu'à leur tour.

La famille élève des remparts. Ces remparts chers à Le Pen, de distinction et de hiérarchie entre les « proches » et les « lointains ». Rem-

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

lemonde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays À partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Souscription Monde libertaire

Septembre 1998 : Teulade : 560 F ; Grégoire : 200 F ; Arnaud JB : 150 F ; Archambault S ; Petit G. ; Thoulet ; Vaïre ; Cavalier G ; Maillard ; Sauvage ; Rosell C ; Thomas P. ; Chardel ; Bonnafous ; Mouni ; Comellini ; Navrot-Mengin ; Prévotel ; Tixier ; Giraud ; Rousse : 60 F ; Lemarie V., 50 F.
Total = 2040 F.

Souscription procès Monde libertaire

Taitz : 500 F ; Lallievre : 400 F ; Jule ; Payen ; Eytard ; Chevallier M ; Boschi ; Latue ; Dolle A. Boehm M ; Thomas : 100 F ; Sevin ; Lallémance P. ; Celestin : 50 F.
Total = 1950 F.

FN

DÉCIDÉMENT, l'armée n'arrête pas sur le FN.

en plaindront pas, certainement de combattre les santes du FN. n'est pas, à notre avis, la m... tion. Comme dirait l'a... tice « républicaine » bonheur, il y a longten... saurait. Si les effets d... répétés peuvent, un c... générer le FN., les causes... son ascension et de so... la vie politique d'aujourd... C'est tout d'ab... d'Orange qui a été o... jours-ci de sa plainte co... 2 concernant un report... dernière sur sa gestion... Puis, c'est Le Pen lui-même... obligé de verser un franc... à Catherine Trautman... mise en scène macabre... ministre sur un plateau... Plus important, pour... chef », le parlement... menace de lever son imm... mentaire. En effet, le pa... chois demande de le pr... suite à ces propos... décembre 1997 en pr... l'ancien Waffen SS Franz... ber. Le Pen avait récidivé... que « les chambres à gaz... détail de l'histoire de la... guerre mondiale ». Le c... outre Rhin, prévoit pour... propos révisionnistes une... vant aller jusqu'à cinq ans... Certes, Jean-Marie n'est p...

Les fac

LE SAMEDI 26 OCT... Rochelle les délégués... Secours populaire. L... end de réflexion »

Une dizaine de ces jeunes b... rapidement aux travaux prati... Gard et de l'Hérault, ces délégués méditerranéens... sud-médite... pas échapper à une vingtaine... skin et Cie » qui commencent... jeunes beurs sortaient d'une di...

Passant rapidement des insu... n'eurent pas à s'inquiéter... musclée : les vigiles regardaie... Alertée par téléphone, la cavale... les lieux... ne prend le non...

En bre

FN : le bon, la brute et les truands

DÉCIDÉMENT, EN CETTE rentrée automnale, la justice n'arrête pas de pleuvoir sur le FN. Nous ne nous en plaignons pas, certes, mais cette façon de combattre les idées fascinantes du F.N. n'est certainement pas, à notre avis, la meilleure solution. Comme dirait l'autre, si la justice « républicaine » apportait le bonheur, il y a longtemps que ça se saurait. Si les effets de ces procès répétés peuvent, un certain temps, gêner le FN, les causes véritables de son ascension et de son poids dans la vie politique d'aujourd'hui, restent entières. C'est tout d'abord le maire d'Orange qui a été débouté ces jours-ci de sa plainte contre France 2 concernant un reportage de cette dernière sur sa gestion municipale. Puis, c'est Le Pen lui-même qui a été obligé de verser un franc symbolique à Catherine Trautmann suite à sa mise en scène macabre (la tête de la ministre sur un plateau) en 1996. Plus important, pour le « grand chef », le parlement européen menace de lever son immunité parlementaire. En effet, le parquet muni chois demande de le poursuivre suite à ces propos tenus en décembre 1997 en présence de l'ancien Waffen SS Franz Schönhuber. Le Pen avait récidivé sur le fait que « les chambres à gaz restent un détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale ». Le code pénal, outre Rhin, prévoit pour ce genre de propos révisionnistes une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison. Certes, Jean-Marie n'est pas encore

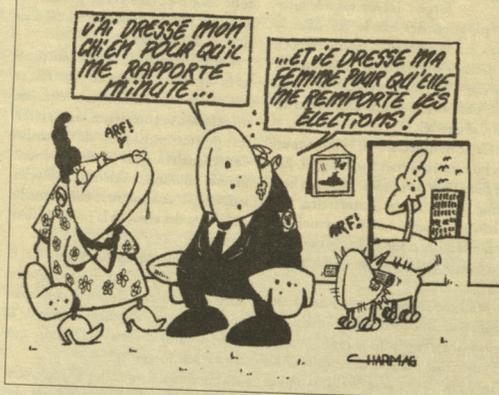
derrière les barreaux d'une prison allemande, mais c'est une belle épine dans le pied quand même. Reste pour lui le plus gros, le procès, en France, où il joue son avenir politique. Le 2 avril 1998, le tribunal, en première instance, l'a condamné à deux ans d'inéligibilité suite à ses « talents de boxeur » contre Annette Peulvast-Bergeal, candidate P.S. opposée à sa fille. Il y a une semaine, la cour d'appel de Versailles confirmait cette condamnation. Résultats des courses, le 17 novembre. Nous en reparlerons.

La mort de la bête immonde ?

Tous ces ennuis judiciaires plus la guerre des chefs qui secouent le FN, pourraient laisser croire que l'on va vers la mort de la bête immonde. Pas si sûr que cela. Les attaques répétées de la justice permettent plus que jamais au FN. de jouer son rôle de martyr. Il pourra se servir de cela pour les jours meilleurs et, en tout cas, sa pub reste assurée par les médias. Concernant la rivalité de Le Pen avec Mégret, on pourrait penser à première vue qu'ils se partagent les rôles pour drainer des forces différentes (vieux routiers de l'extrême droite et droite extrême « soft »). Mais la réalité politique fait penser que Mégret joue en fait sa stratégie personnelle pour prendre plus tard le FN. en mains et réaliser son projet, très différent de celui de Le Pen, à savoir créer un pôle ultra droitier avec Millon, Madelin et tous ceux qui

suivront ces gens-là face au déclin continu des appareils de la droite classique. L'exemple de ce qui s'est passé au Sénat est un argument de plus pour Charles Millon et consorts. Même si pour l'instant Le Pen a écarté Mégret au profit de huit fidèles seconds couteaux afin de préparer les futures élections européennes, les ruades de Mégret ont permis à ce dernier de faire un pas de plus auprès des militants qui ont hâte de voir le FN. au pouvoir. Le côté baroudeur et grande gueule de Le Pen a fait atteindre ses limites électorales au FN. On le sait, en voix, ce parti stagne. Pour illustrer notre analyse, regardons les dernières élections législatives partielles. Dans deux circonscriptions, Dunkerque et Aubagne, les candidats de Démocratie Libérale (parti qui n'est qu'un FN. light) ont bousculé les données politiques établies depuis longtemps. L'un a battu le candidat de la gauche plurielle, l'autre frise l'élection à 20 voix près. Dans les deux cas, l'électorat FN. a voté en masse pour ces candidats. Par contre, à Toulon, Cendrigne Le Chevalier qui incarne l'image même d'un FN. pur jus et replié sur lui-même a mordu la poussière. Odette Casanova, sa rivale du P.S., peut être satisfaite. Mais, il y a quand même eu 51,5% d'abstentionnistes au deuxième tour. Comme quoi le rejet du FN. n'est pas si massif que ça et que, surtout, les gens n'attendent plus rien des politiciens. D'autre part, rappelons-nous que le succès du candidat Roger Mei à Gardanne face au FN. avant les élections législatives de

LE FN EST VRAIMENT MISOGYME



1997 n'a pas empêché le parti d'extrême droite de continuer sa progression dans les départements du sud de la France.

Un F.N. paravent pour la gauche

Le retour d'une droite extrême peut donc se réaliser. Millon, par exemple, malgré ses alliances honteuses a été élu ces jours-ci vice-président au sein du Mouvement National des élus locaux, association où se retrouvent toutes les grosses peintures de la droite traditionnelle. Comme quoi l'entreprise de Mégret et Cie ne se porte pas si mal. La dynamique à droite est dans ce camp-là. Il ne s'agit, pour eux que d'une question de temps. D'ailleurs, côté social, la situation montre des signaux d'alarme. Les lois sur les 35 heures, sur les emplois-jeunes apparaissent de jour en jour pour ce qu'elles sont, à savoir de belles arnaques. Le chômage repart et les licenciements continuent (comme chez Lévi-Strauss, près de Lille). Bref, la vie en rose semble avoir du gris dans l'aile et des vents contraires vont souffler. Alors que tout

le gratin culturel se mobilise à Lyon contre Millon, dans cette ville, le service archéologie de la Direction régionale des affaires culturelles est en grève avec actions à la clé (c'est le cas partout en France). Madame Trautmann propose une privatisation de ce secteur mettant désormais en concurrence les entreprises susceptibles d'effectuer des fouilles préventives. Jusqu'à présent, une association regroupant 1200 personnes et sous tutelle du ministère de la Culture intervenait dans ce domaine. Désormais, la culture sera donc livrée aux marchands. Mais ça, ce n'est pas le FN. donc; circulez, il n'y a rien à voir. De même, il y a un an et demi, le Directeur de la Drac (aujourd'hui fer de lance de la lutte anti-Millon) faisait virer les intermittents du spectacle qui occupait le bâtiment par les CRS, les traitant de fascistes puisqu'ils gênaient le bon fonctionnement du service. Alors, quelle est donc la nature de cet antifascisme « citoyen et démocrate » sinon un truandage de plus sur notre dos pour le compte de la gauche plurielle?

Jaime. - Groupe Kronstadt (Lyon)

Les fachofolies de La Rochelle

LE SAMEDI 26 OCTOBRE, SE RÉUNISSAIENT à La Rochelle les délégués de différentes fédérations du Secours populaire. L'un des thèmes de leur « weekend de réflexion » était : la lutte contre le racisme. Une dizaine de ces jeunes bénévoles devait, malgré elle, passer rapidement aux travaux pratiques. Venus des fédérations du Gard et de l'Hérault, ces délégués étaient en majorité de type méditerranéen... sud-méditerranéen... Ce détail ne devait pas échapper à une vingtaine de nuisibles de type « beaufskin et Cie » qui commencèrent à les insulter alors que les jeunes beurs sortaient d'une discothèque. Passant rapidement des insultes au tabassage, les agresseurs n'eurent pas à s'inquiéter d'une possible intervention musclée : les vigiles regardaient la scène sans sourciller... Alertée par téléphone, la cavalerie bleu-blanc-rouge arrive sur les lieux... ne prend le nom d'aucun des agresseurs. et

menace de lancer les chiens sur ces jeunes beurs qui troublent l'ordre public!

La soirée s'est terminée aux urgences, les plus chanceux s'en tirant avec de multiples contusions, mais le plus touché sortit avec un arrêt de travail de 15 jours.

Le président du Secours populaire, qui a depuis porté plainte, a envoyé l'info tous azimuts dès le lendemain de l'agression : le silence radio fut impressionnant.

Les fédérations du Gard et de l'Hérault vont elles aussi porter plainte, ainsi que les victimes, à titre individuel. Jusqu'à présent une seule personne semble prête à témoigner : le silence des agneaux après le hurlement des pitbulls... À suivre.

Infos recueillies par Manue, (« déléguée jeune » du Secours Populaire, et membre du Collectif Anti-Expulsions de Nantes)

● Le groupe de la FA de Marseille tient une permanence tous les samedis de 15 à 17 heures à la librairie Le Roi lire, rue Adolphe Thiers, Marseille (près des Réformés). Vous pouvez aussi écrire à l'adresse suivante : GREL, BP 2391, 13 215 Marseille Cedex 2.

● Le groupe Jules-Vallès de la FA de Grenoble anime une émission de radio « Globule noir » tous les mercredis de 20 h 30 à 21 h 30 sur le 99.00 FM de radio Grésivaudan.

● Le groupe Les Asturies de la FA. de Saint-Etienne vend désormais le Monde libertaire tous les samedis de 14 à 15 heures sur la place du Peuple. Vous pouvez le rencontrer à sa librairie La Mauvaise graine tous

les samedis de 15 h 30 à 18 h 30 et les dimanches de 10 à 13 heures.

● Le n°11 du bimestriel anarchiste La Faille est sorti. Au sommaire des articles sur l'antifascisme, les emplois jeunes, l'antimilitarisme... abt. 36 F les 6 n° : La Faille, BP 2301, 38033 Grenoble 2 (chèque à l'ordre de MAP).

● Le groupe El Quico de la FA. vient de constituer à Orléans. c/o Asiles des Rêves, B.P. 21 447, 45004 Orléans cedex

● Une liaison de la FA. vient de se créer à Montargis, dans le Loiret. Pour la contacter, écrire à la librairie du Monde libertaire (RL), 145 rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettra.

Faits d'hiver Evidemment!

Lors de leurs journées parlementaires à Bouffémont, dans le Val d'Oise, les députés Verts ont fait flèche de tous bois à l'encontre du budget 1999 de la gauche plurielle au pouvoir. Un instant on se serait cru en présence d'écolos de base les yeux dans les étoiles d'une révolte et d'un rêve que nous sommes nombreux à partager. Mais...

Mais Yves Cochet a sifflé la fin de la récréé en concluant : « Evidemment, nous allons le voter ». Evidemment!

À l'occasion de son voyage en Chine, Lionel Jospin, dit yoyo, a relevé que « la France et la Chine avaient une forte tradition révolutionnaire », mais que « Face à la complexité du monde moderne, c'était par des méthodes de réformes progressives que l'on pouvait avancer ». Titillé (avec gants blancs et bonnes manières) par quelques journalistes, pas franchement convaincus, sur la mollesse avec laquelle il dénonçait les atteintes aux droits de l'homme en Chine, il a rétorqué, un brin irrité, que « la méthode du gouvernement s'appuie sur une culture du réalisme. Le réalisme n'étant ni le minimalisme politique, ni la fin du volontarisme, ni la l'absence de vision. »

Résultat des courses, la signature d'accords commerciaux à hauteur de plus d'un milliard de francs et... l'arrestation de trois dissidents pendant le séjour de Yoyo. Evidemment!

Pendant ce temps là, les fachos brûlent une librairie de la FA, Le Pen, un maton et le député P.S. de Noisy-le-Grand trainent les anarchistes devant les tribunaux pour tenter de les étrangler financièrement... Evidemment!

Jean-Marc Raynaud

En bref

Fermeture pour cause de profits... insuffisants!

JADIS, C'EST-À-DIRE HIER encore, la bourgeoisie avait un visage (celui des deux cent familles, des maîtres des forges, des arrivés à la force du poignet, des nés le cul dans la soie...), une adresse (le château d'à côté, la maison de maître de toujours, le bureau d'en face...), et disons le tout net, parfois même une âme (paternaliste, of course).

Cette bourgeoisie-là, comme toute les bourgeoisies était âpre au gain. Elle ne faisait pas de cadeau. Elle était hautaine. Méprisante. Autoritaire. Elle n'hésitait jamais à envoyer ses molosses se faire les dents sur les foules ouvrières qui osaient réclamer trois sous et un peu d'humanité.

Mais elle restait attachée à ses racines locales ou nationales et, quasi exclusivement préoccupée de sa reproduction (dynastique mais aussi émérite), elle s'inscrivait volontiers dans le temps et parfois même dans l'histoire.

Cette bourgeoisie aimait à promener son casque colonial parmi la foule de ses serfs. De tout cela, il ne reste plus grand chose aujourd'hui.

La bourgeoisie a désormais plusieurs visages (celui des investisseurs internationaux, des capitaux flottants, de l'argent sale, des actionnaires trucs ou machins...) et ne cesse d'en changer au

gré des restructurations, des fusions, des cessions, des spéculations... Elle a cinquante mille adresses (souvent postales, électroniques, lointaines, étrangères...) et ne cesse d'en changer au gré de... et on a du mal à lui trouver la moitié d'un Kopec de spiritualité.

Cette bourgeoisie-là, comme toute les bourgeoisies est âpre au gain. Elle ne fait pas de cadeau. Elle reste hautaine, méprisante et autoritaire mais préfère les petites musiques de chambre consensuelles made in management, bla-bla économique-scientifico-psychanalytico... aux robustes empoignades de la lutte des classes à la mode de dans l'temps.

Pour avoir des racines partout, il semble qu'elle n'en ait nulle part. Survivre à tout prix l'amène à conjuguer sa reproduction au temps austère de la seule production et à ne s'inscrire que dans le seul instant.

Désormais, il ne s'agit plus seulement de faire du fric. Il s'agit d'en faire le plus et le plus vite possible. Et à tout prix. Fusse à celui d'en perdre aujourd'hui pour en gagner davantage demain.

Exit Papy Brossard... v'la les trust

Pour pouvoir atteindre un tel objectif, il est impératif de ne pas s'affubler

d'un casque colonial et de s'arranger pour n'avoir que des rapports anonymes et lointains avec ses esclaves.

Jadis les biscuits Brossard faisaient partie du paysage de notre France éternelle. Ma grand-mère, ta grand-mère, mes parents, les tiens... en avaient toujours une boîte sous le coude pour les « grandes » occasions L'habitude est restée. Mais papy Brossard a vendu et Brossard après avoir été racheté par Pillsbury, puis Gran Metropolitan s'est retrouvé en juin 1997 dans l'escarcelle de Sara Lee.

Sara Lee, c'est évident que tu connais pas. Ça ne possède jamais que des

marques comme « La Maison du café », « Benenuts », « Justin Bridoux », « Cochonou », « Catch », « Vapona », « Dim », « Playtex », « Chesterfield »... Ça n'a jamais son siège principal qu'à Chicago et ça n'emploie jamais que 135 000 salariés dans 140 pays.

Bref, quand t'es un petit plouc de charentais ordinaire, que tu bosses (au smic) dans l'usine Brossard de Saint-Jean d'Angély, que tu y bosses depuis toujours ou presque parce que des boîtes qui ont gagné de la thune et qui continuent d'en gagner ça court pas les rues... t'as du mal à piger qu'on (les big boss de Chicago, et à l'évidence

d'ailleurs, car qui possède en vérité Chicago?) décide de fermer « ton » usine. Une usine qui produit le fameux « Savane », Qui fait du profit hardi tiens bon (pour le patron, s'entend). Qui ne cesse d'augmenter sa productivité et de diminuer ses coûts de production.

En fait, tu ne peux pas piger. Tu ne peux pas piger, qu'en fermant ton usine, tes proprios, dont tu ne sais pas vraiment qui ils sont, vont restructurer, reconcentrer, rerationaliser... et gagner trois sous après en avoir perdu deux.

Ça t'échappe tout ça! Huit millions de francs d'économie par an c'est quand même pas rien (même si ça reste à prouver).

Et ça justifie assurément de mettre 140 personnes à la rue et de « ruiner » une petite ville de 6 000 habitants.

Alors tu décides de te mettre en grève avant qu'on te fiche à la porte. Tu espères encore que ton patron (mais quel est-il?) va revenir à de meilleurs sentiments et te permettra de continuer à lui rapporter trois sous. Mais tu sais très bien, au fond de toi même, qu'entre gagner trois sous et espérer en gagner quatre... Ça fait néanmoins un mois que ça dure!

Et ça peut même durer encore au moins autant!

Groupe Michel Bakounine



Jusqu'ici tout va bien... le plus dur c'est la chute

ON NOUS GAVE DEPUIS plusieurs mois avec l'idée que tout irait bien en France aujourd'hui. La croissance est revenue, le chômage baisse et la France est championne du monde! Deux milliards d'individus vivent avec 5 F par jour, le chômage, la misère, les capitalistes de tous pays continuent de dépouiller les populations, les guerres et l'oppression religieuse sévissent partout dans le monde, les 35 heures imposent des contraintes nouvelles dans nos vies... mais tout va bien, si, c'est la radio qui le dit! Il suffit de ne pas regarder dehors, de ne pas s'intéresser au monde et tout va effectivement très bien. Il suffit d'ouvrir les yeux pour comprendre que ce n'est pas un point de croissance qui va changer nos vies! Tout le monde le sait mais il est important de maintenir l'illusion.

Aubry clame depuis juin que le chômage baisse pour nous annoncer en septembre qu'il augmente. Mais ça fait des lustres, et elle le sait, que le chômage baisse en juin pour augmenter en septembre, on appelle ça les variations saisonnières qui font qu'il y a un surplus d'emploi pendant la période estivale! Et tous les ans, un ministre du travail nous fait le coup.

De qui se moque-t-on? Il faut être un minimum lucide sur la situation économique et sociale et sur l'état de la population. N'y aurait-il donc plus trois millions de chômeurs (rien que d'après les chiffres du ministère)? N'y aurait-il plus deux millions de personnes en sous-emploi (en comptant comme il se doit le million de personnes qui cherchent un emploi, même quand elles travaillent à temps partiel 20 heures par

semaine, les stagiaires de l'A.N.P.E., les gens qui en ont marre de chercher...)?

N'y aurait-il plus la moitié de la population qui vit avec moins de 6 000 F par mois? (c'est le revenu médian en France la moitié des personnes ont plus et l'autre moitié moins) N'y aurait-il plus 500 000 SDF, les cantines de pauvres seraient-elles vides? N'y aurait-il plus près de trois millions de personnes vivant avec les minima sociaux? (R.M.I., allocation spécifiques, allocations diverses, minimum vieillesse) Le smic ne serait-il plus de 5 500 F net, c'est-à-dire 31 F par heure de travail? Les travailleurs ne feraient-ils plus 39 heures par semaine dans le meilleur des cas? Nos prisons seraient-elles devenues plus soucieuse de dignité et de réinsertion? Les jeunes seraient-ils plus heureux

au collège et au lycée? Les décisions collectives ne seraient-elles plus prises par quelques politiciens élus sans être contrôlés? N'y aurait-il plus cette insolence de la richesse? L'ordre moral bourgeois ne chercherait-il plus à régner? Il faut être sérieux. Rien ne change ou si peu. On peut toujours par l'intermédiaire de médias asservis, d'idéologues vertueux, d'experts complaisants ou de footballeurs sacrifiés produire un sens de la réalité très différent de cette réalité. Mais un climat de confiance pour les investisseurs capitalistes et les classes moyennes n'a jamais voulu dire que la population va bien. On peut même dire que c'est plutôt le contraire! Ce climat de confiance se bâtit avec l'assurance d'une prospérité qui pèse sur la majorité de la population et l'assurance d'une atonie sociale et politique.

niers travaux de l'I.N.S.E.E.), l'intérim se répand, le monde du travail s'enfoncé petit à petit dans le délitement des droits élémentaires et une étude de l'I.N.S.E.E. découvre qu'il existe en France des « poors workers », des salariés pauvres qui gagnent moins de la moitié du smic par mois!

Quand les choses changent, c'est pour accroître la mainmise du patronat sur nos vies et la force de la tyrannie économique. C'est le cas des 35 heures aujourd'hui ou les accords vont tous dans le sens d'une flexibilité que ledit patronat cherchait depuis plus de dix ans.

Soyons sûrs que la situation d'exploitation et d'indignité n'a malheureusement pas changé! Ce n'est pas en changeant le récit du réel que le réel change. Autrement dit, il ne faut pas prendre les travailleurs pour des pompes à vélo!

Les raisons de se battre sont là, en dehors de l'anesthésie médiatique et estivale organisée par le gouvernement et appuyée par la gauche qu'elle soit politique ou syndicale. Celle-ci semble participer de ce travail d'illusion et d'endormissement. La rentrée syndicale est particulièrement tranquille et bien en-deça des enjeux du moment. Nous sommes confrontés tout simplement à une nouvelle offensive du patronat, aidé comme il le faut par l'État, pour précariser nos vies, libéraliser les services publics et exclure toujours plus de personnes de leur droit sur la production des richesses. Mais l'illusion ne peut tenir lieu de politique. Tout les pouvoirs qui s'y sont essayés se sont généralement aperçus à quel point le réveil arrive toujours... tôt ou tard! Il faut travailler à le précipiter.

Most



Consensus pour la précarité?

La force du patronat, des marchés, la tyrannie de l'argent et de la hiérarchie continuent d'assommer les espoirs de changement. Certes les profits augmentent à l'image de la santé insolente de la Bourse, dont les quelques soubresauts actuels ne peuvent nous faire pleurer; les impôts n'augmentent pas et la consommation globale augmente. Mais qu'est-ce qu'on en a à faire puisque les profits sont réservés à une caste, les impôts sont payés par la moitié de la population la plus aisée et la consommation peut augmenter sans que le bien-être général ne pointe son nez à l'horizon. De l'autre côté, la précarité progresse (comme le remarque les der-

Schröder, après Prodi, Blair et Jospin Une Europe rose, rouge et verte

A PRES LES ÉLECTIONS EN Allemagne, la gauche social-démocrate se trouve à la tête de onze gouvernements européens. Dans l'Union européenne, les quatre pays qui comptent économiquement et politiquement, l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne, sont désormais dirigés par une majorité de gauche.

Le Parti de l'establishment

Une domination politique d'une telle ampleur n'est pas le seul fait du hasard. Bien sûr, l'alternance a joué, au moins pour Blair et Schröder, après respectivement 18 ans et 16 ans de droite au pouvoir. Dans un autre registre, le Front national handicapé indéniablement la droite française. Mais, au-delà, d'autres facteurs fondamentaux, sociaux et politiques, méritent d'être soulignés.

Cet affaiblissement politique de la droite pourrait bien être structurel. En

France, une enquête de la S.O.F.R.E.S., publiée après les élections régionales, mettait en lumière le rétrécissement de son assise sociologique traditionnelle. Entre 1986 et 1998, le vote pour la droite s'est littéralement effondré chez les cadres supérieurs, passant de 56% à 35%, au profit du Parti socialiste. Ceci tend à démontrer que le P.S. s'affirme progressivement comme le parti de l'establishment. En Europe, cette évolution semble générale.

Incontestablement, la gauche ne fait plus peur aux classes dirigeantes. Ralliée au libéralisme, le pôle social-démocrate devient en Europe l'incarnation de « l'idéologie » dominante. En prenant un peu de recul historique, cette capitulation intellectuelle de la gauche traditionnelle paraît impressionnante : comparé à Jospin, pour ne pas parler de Blair ou de Schröder, même Léon Blum était un « révolutionnaire ».

Ce ralliement à la gauche d'une importante fraction des couches sociales

dominantes doit aussi beaucoup à un phénomène de génération. La cinquantaine venue, les post-soixante-huitards arrivent aux commandes. Moins imprégnés de rigorisme moral que leurs aînés, ils se sentent plus proches d'un Voynet qui a tiré sur des joints que d'un démocrate-chrétien coincé à la mode Bayrou.

Une gauche attrape-tout

Aujourd'hui, plus généralement, la force électorale de la gauche vient de sa capacité à drainer les votes de nombreuses catégories sociales, laissant essentiellement à la droite les retraités, les commerçants, les artisans ou les paysans. En Allemagne, en Italie, l'aspect « gauche plurielle » renforce encore cet aspect attrape-tout.

Menant une politique libérale qui convient parfaitement au patronat, elle parvient néanmoins, malgré un taux d'abstention croissant, à conserver la majorité de son électorat populaire traditionnel qui, faute d'une alternative non-électorale crédible, se retrouve en quelque sorte captif.

Des relais privilégiés Pour le patronat, la gauche ne manque pas d'attraits. Docile, elle bénéficie de surcroît de relations privilégiées avec les responsables syndicaux. Souvent, ces relais peuvent se révéler fort utiles.

N'oublions pas qu'en France, c'est un gouvernement socialo-communiste qui a su imposer une politique d'austérité dès 1982-83. En Grande-Bretagne, Blair s'est illustré en contraignant les chômeurs à accepter n'importe quel emploi ou stage qui leur serait proposé sous peine de perdre tout droit aux allocations. De son côté, le gouvernement Prodi a réalisé des coupes dans les budgets sociaux sur une échelle jamais approchée en Italie.

Dans ce paysage, Schröder ne devrait pas dépareiller. Le futur ministre du Travail et des Affaires sociales devrait être un certain Walter Riester, numéro deux du syndicat de la métallurgie IG

Metall. Espèce de Notat allemand, Riester est membre du conseil de surveillance de trois grands groupes industriels, Thyssen, Audi et Daimler-Benz. Sous l'ère Kohl, un « Pacte pour l'emploi », élaboré conjointement par le gouvernement, le patronat et la confédération syndicale DGB, prévoyait des allègements de charges sociales et le gel des salaires contre la vague promesse de

créations d'emplois de la part du patronat.

Ce « Pacte » avait finalement avorté. Notons que, du côté syndical, Riester avait été l'un des principaux défenseurs de ce « Pacte ». Sur ce terrain, il ne manquera certainement pas de se remettre à l'ouvrage.

Patrick - groupe Durruti (Lyon)

Schröder: « le camarade des patrons »

Le nouveau chancelier allemand ne fait pas peur au patronat. Hans-Olaf Henkel, le patron du B.D.I., l'équivalent allemand du C.N.P.F., se montre même élogieux à son égard: « Schröder a un bon flair économique-politique; il a beaucoup appris au conseil de surveillance de Volkswagen et partage beaucoup des priorités des responsables économiques ». Indéniablement, Schröder partage les valeurs mais aussi le train de vie des grands patrons. Rapportons une anecdote à valeur de symbole. En janvier 1996, Schröder s'est rendu, dans l'avion privé du patron de Volkswagen, au bal de l'Opéra de Vienne où il occupait une loge payée 25 000 marks. Deux jours plus tôt, dans l'État de Basse-Saxe qu'il dirige, il avait appelé à « des coupes profondes dans le filet social ».

Ici et là...

Brésil

Le Brésil a une notion féodale du partage de la terre et de la richesse. Aujourd'hui moins de 3% de la population détient environ les deux tiers de la terre agricole brésilienne dont 60% reste inutilisée. Et en dépit des promesses électorales du président Cardoso peu de choses ont changé. En 1985 un petit groupe de paysans désespérés ont occupé une plantation non cultivée et repoussé les attaques de la police et des tueurs à gages pendant deux ans. Enfin le gouvernement leur a accordé la terre pour être cultivée sous la forme de coopérative agricole. Cette année la coopérative devrait produire pour 12 millions de dollars pour ses 1432 travailleurs. Depuis un mouvement de paysans sans terre et de travailleurs s'est développé. En 1997, 60 000 paysans ont marché 1000 km en deux mois pour venir à Brasilia exiger une réforme agraire et commémorer l'anniversaire du massacre d'El Dorado dos Carajas où 19 personnes qui occupaient une hacienda furent assassinées par la police militaire. Lors des dix dernières années plus de 960 paysans et sympathisants ont été tués dans les luttes pour la terre. Deux cent mille familles sans terre ont repris avec succès plus de sept millions d'hectares de terre. Plus de 50 000 familles campent autour des terres en friches. Le M.S.T. (Mouvement des paysans sans terre) a inspiré les sans-logis urbains qui commencent à occuper les bâtiments inutilisés. Le porte-parole du M.S.T. a déclaré sur leur radio pirate nationale que « les pauvres n'ont rien à espérer de l'action du gouvernement mais doivent s'organiser eux mêmes. »

Source : Couterinformation c/o transmission, 28 King St, Glasgow G15QP, Scotland.

États-Unis

Deux membres du groupe de Las Vegas (Nevada) d'Antiracist Action (réseau antiraciste radical où sont présent de nombreux anarchistes), Daniel Shersty et Lin « Spit » Newborn ont été assassinés dans la nuit du 3 juillet, apparemment par des skinheads racistes auxquels ils se sont souvent confrontés.

Tous deux appartenaient au Las Vegas Unity Skins, un groupe de skinheads antiracistes. Shersty était blanc, Newborn noir. Leurs corps ont été retrouvés dans le désert à l'extérieur de Las Vegas. Newborn a été abattu alors qu'il tentait de s'enfuir. Shersty a, lui, reçu une balle en plein visage. Leurs portefeuilles étaient toujours sur eux et la police considère ces meurtres comme des actes de racisme.

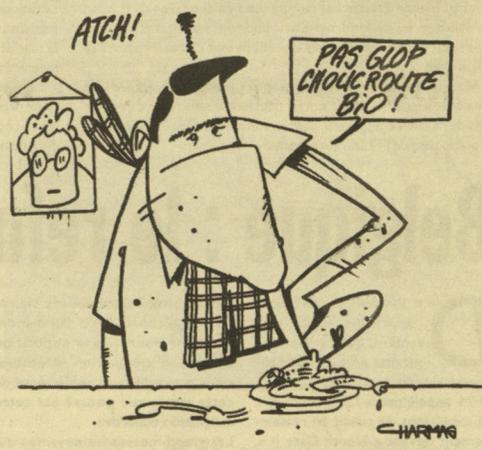
Grande-Bretagne

C'est le cinquantième anniversaire, cette année, de la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies. Pour la célébrer et cultiver son image, la chaîne Body Shop s'est associée à Amnesty International. La déclaration, dans l'une de ses clauses, affirme le droit de se syndiquer. Mais quelle chaîne de magasins interdit à ses employés de se syndiquer? C'est Body Shop. Car pour Anita Roddick, patronne de la chaîne, les travailleurs ont uniquement besoin d'un syndicat quand ils ont affaire à un mauvais patron! Ce qui n'est évidemment pas son cas. La Solidarity federation a mené une campagne avec diffusion de tracts devant les Body Shop dans toute la Grande-Bretagne.

Solfeld, PO Box 29, SWPDDO, Manchester M 5HW, Grande-Bretagne.

Secrétariat aux Relations Internationales de la Fédération anarchiste

GAUCHE PLURIELLE EN ALLEMAGNE



BELGIQUE

Chômeurs, deux logiques

ENTRE LES GESTIONNAIRES ET LES ACTIVISTES, deux logiques s'affrontent. D'un côté, celle des États, où plutôt de leurs commis, les Tobback ou les Chevènement. Pour eux, derrière chaque sans-papiers se cache un vague submergeante de crève-la-faim qui, en vagues successives, fuyant leurs enfers terrestres, vont envahir l'Europe. Tétanisés par la pression conservatrice d'une partie grandissante de la population laminée par la crise sociale, ces socialistes d'un type nouveau construisent un mur de barbelés autour de ce qui reste encore (toute proportion gardée) leur îlot de relative prospérité : On ne peut pas accueillir toute la misère du monde nous disent-ils, le ventre rond.

● Comme ils se réclament de grands principes humanistes, ils entrebâillent encore la porte pour recevoir,

au compte-goutte, quelques centaines de « réfugiés politiques » dûment inventoriés, rejetant dans l'abîme celles et ceux qu'hypocritement, ils qualifient de « réfugiés économiques ». À leurs yeux, la misère, l'oppression, le manque de tout et du reste, la possibilité de vivre une existence « normale » liée au simple hasard du lieu de sa naissance et de la couleur de son passeport, ne posent pas de questions politiques... Les « droits de l'homme » ne se limitent-ils pas aux frontières de l'empire ? Face à eux, les activistes des collectifs contre les centres fermés et contre les expulsions. Pour eux, chaque personne internée est d'abord, et avant tout, une femme, un homme, un enfant... emprisonnées pour la seule et unique raison qu'ils ne possèdent pas les bons papiers, au bon moment, au bon endroit. Un être humain ne peut être illégal nous

disent-ils. Entre des lois iniques et leurs consciences, entre l'État et leurs valeurs morales, ils ont choisis. Contre le sinistre symbole que représentent des camps, entourés de barbelés, où l'on enferme des réfugiés uniquement sur la base de leur appartenance nationale, ils se saisissent de l'arme de l'action directe et de la désobéissance civile pour tenter de bloquer physiquement la grande machine à déporter. Ils s'emparent aussi de l'arme médiatique pour sonner le tocsin et tenter de réveiller une population indifférente, voire pire, crispée sur ses derniers « privilèges ». Et ce faisant, ils obligent chacun d'entre nous à choisir entre nos principes et notre confort... Ils nous obligent à prendre position dans ce qui n'est pas un débat d'opinion mais une histoire de vies et de morts.

Barbar

dans le monde

Mobilisation antiraciste en Irlande

DANS TOUTE L'EUROPE les frontières se ferment et les expulsions se multiplient. La situation des étrangers (des pays pauvres surtout) se dégrade et une réaction, à la mesure de ce délire sécuritaire, s'impose. Ainsi, le samedi 25 avril, plus de 1000 personnes ont manifesté à Dublin, 400 à Cork et 150 à Limerick pour protester contre le racisme et les expulsions. Des actions ont été menées à Galway et Roserea. À Belfast, des tracts ont été distribués dans les trains qui relient les deux Irlandes. En même temps des manifestations avaient lieu devant dix ambassades et consulats irlandais à travers l'Europe et les États-Unis. À Londres, ce sont nos camarades de l'ACF (Anarchist-Communist federation) qui ont mené l'action. Cette journée a marqué une étape importante dans la mobilisation antiraciste qui existe depuis quelques mois. Ce fut la première manifestation d'une telle ampleur contre le racisme et les expulsions.

Expulsions

L'État irlandais a expulsé 22 personnes du pays et 100 autres sont menacées d'expulsion (sans parler de ceux qui ne sont même pas comptabilisés, les étrangers refoulés aux frontières, dans les ports et les aéroports). Seuls deux réfugiés se sont vus accordé le citoyenneté irlandaise l'année dernière et le ministre de la Justice a déjà promis que 90% des demandeurs d'asile doivent s'attendre à être expulsés. Les lois irlandaises sur l'immigration remontent à 1935 et sont en grande partie copiées sur la loi anglaise très restrictive de 1914.

Elle donne au ministre un pouvoir quasi-illimité pour décider de qui sera autorisé à entrer dans le pays ou sera expulsé. Son pouvoir s'est encore accru depuis le sommet européen de Dublin en septembre 1997. Selon la nouvelle décision européenne, les demandeurs d'asile doivent demander le statut dans le premier pays de l'Union européenne traversé. Comme il est presque impossible de venir en Irlande directement sans traverser un autre pays de l'Union européenne, les demandeurs d'asile pourront aisément être expulsés. Et, de fait, les dernières expulsions sont exécutées grâce à ce mécanisme.

Mais la situation va encore empirer puisque les accords de Schengen stipulent qu'une simple demande d'asile refusée dans un pays de l'Union européenne pourra, sur ce motif, être refusée dans les autres pays de l'Union européenne.

Ceux des demandeurs d'asile qui peuvent déposer un dossier ont un statut de fantôme : ils reçoivent tous une carte où leur identité est inscrite avec une mention indiquant que c'est leur identité supposée. Ils sont d'emblée considérés comme suspects et de mauvaise foi. Ce statut fantomatique est étendu à l'ensemble de leur vie sociale. Ils ne sont pas autorisés à travailler, ils n'ont pas accès à l'éducation, ils n'ont même pas le droit de rendre public leur demande d'asile.

Fantômes et boucs émissaires

Alliés à cet État au pouvoirs draconiens, il y a ceux qui dirigent la « presse libre » d'Irlande. Une belle définition du travail du journaliste a été donnée en 1953 par John Swinton, ancien rédacteur en chef du New York Times, à qui le Club de la presse de New York avait demandé de porter un toast à la liberté de la presse. Dans son discours il admit avec franchise : « le travail du journaliste est de détruire la vérité ; de mentir ouvertement ; de pervertir ; d'avilir ; de se mettre à plat ventre devant Mammou (l'argent) et de vendre son pays pour gagner son pain... nous sommes des prostitués intellectuels. »

Sur les réfugiés, la « presse libre » s'est rapidement mise au travail. *The Star* a titré « les réfugiés violeurs se déchainent » et un article de Mary Ellen Symon dans le *Sunday Independent* encourageait ceux qui avaient la haine pour les réfugiés « d'agir en conséquence, et d'utiliser [cette haine] comme un levier pour faire une action juste ». De petits groupes racistes n'ont pas été longs à suivre ce conseil et une série d'attaques contre les réfugiés et les étudiants étrangers ont eu lieu ces derniers mois.

S'organiser sans compromis

Dans ce contexte les manifestations ont eu un impact très positif. Les associations de réfugiés et de demandeurs d'asile en ont été partie prenante. Une vingtaine d'organisations et de syndicats ont soutenu la manifestation. Le travail en commun des organisations luttant pour et avec les réfugiés a été extrêmement positif.

L'objectif du *Workers solidarity movement* (WSM) dans cette lutte, est de permettre aux demandeurs d'asile et aux réfugiés d'en déterminer les objectifs, bien qu'étant donnée leur situation légale, il leur soit difficile d'agir sans compromettre leur demande d'asile. Les anar-

chistes irlandais mettent en avant le principe de la solidarité. Les réfugiés n'ont pas besoin de pitié mais de solidarité. Ils ne sont pas des parasites, des criminels ou des victimes mais nos égaux. Il ne s'agit pas de les aider en tant que « victimes » mais de lutter avec eux d'égal à égal pour construire une Irlande multiculturelle.

De nombreux débats ont eu lieu parmi les groupes appelant à la manifestation de Dublin. Le problème le plus difficile à résoudre fut celui des intervenants. *L'Antinazi League* (surtout le *Socialist Worker party*, trotskiste) était initialement impliquée mais son insistance à exiger des intervenants de la gauche démocratique et du Parti travailliste s'est heurtée au refus des autres groupes. Ils se sont retirés.

L'exclusion des politiciens ne fut pas le résultat d'une position « ultragauchiste » ou théorique. Ces partis étaient dans l'ancien gouvernement de coalition qui a introduit des contrôles rigides aux frontières et signé l'accord de Dublin. La taille de la manifestation a prouvé qu'un important mouvement de protestation peut être bâti sans ces parasites.

Solidarité internationale

La solidarité internationale fut un des aspects positifs de cette journée. Des groupes comme les sans-papiers en France ont organisé des manifestations intéressantes devant les ambassades d'Irlande sans beaucoup retenir l'attention des médias. Parmi les messages de soutien et les lettres adressées au ministre, de nombreuses émanaient d'anarchistes répondant à l'appel conjoint de WSM et de Organize!-AIT.

Un message d'anarchistes de Zambie rappelait judicieusement au gouvernement irlandais l'hypocrisie de ses sermons sur la situation des droits de l'homme dans les pays en voie de développement quand le gouvernement continue à expulser des individus dans ces mêmes pays.

Ces actions de solidarité internationale contre les expulsions et contre les pratiques discriminatoires qu'institue l'Union européenne (conformément à la volonté des différents États) sont d'autant plus nécessaires qu'elles remettent en cause la notion de frontière. Elle permettent aussi de dépasser la question d'un simple règlement « humanitaire » et national d'un problème international : celui du droit à la libre circulation des individus.

Secrétariat aux Relations Internationales
de la Fédération anarchiste

Belgique : le refus de toutes les expulsions

DE PASSAGE EN BELGIQUE j'apprenais, le 23 septembre, qu'une jeune nigérienne avait été tuée par la gendarmerie...

Le 24, appelé par le Collectif contre les expulsions, se tenait un rassemblement devant « North Gate II », nom surréaliste pour l'adresse de l'Office des Étrangers de Bruxelles. D'un côté une foule hétéroclite et crispée, de l'autre une gendarmerie nerveuse qui bientôt mettra le casque et prendra boucliers et matraques. Pourtant, il n'y aura pas de violence. Le rassemblement se transformera en manifestation qui tournera autour de Bruxelles, passant devant « Le petit Château », ancienne caserne relookée « Centre de transit pour étrangers » et se dirigera vers le palais de Justice.

Malgré le peu de cas apporté par la presse locale à cette manifestation, qui parlait de 1 000 personnes (j'en ai dénombré au moins 3 à 4 000), il est plus probable que la démission, dans les heures qui ont suivi du ministre Tobback (ministre de l'Intérieur, surnommé assez justement ici ministre de la terreur), en était la conséquence.

Il faut dire que dans ce pays, déstabilisé par l'incurie des pouvoirs publics et de ses forces de l'ordre, la mort de Sémira Adamu ne pouvait que fragiliser le gouvernement et sûrement le rendre prudent dans sa volonté répressive.

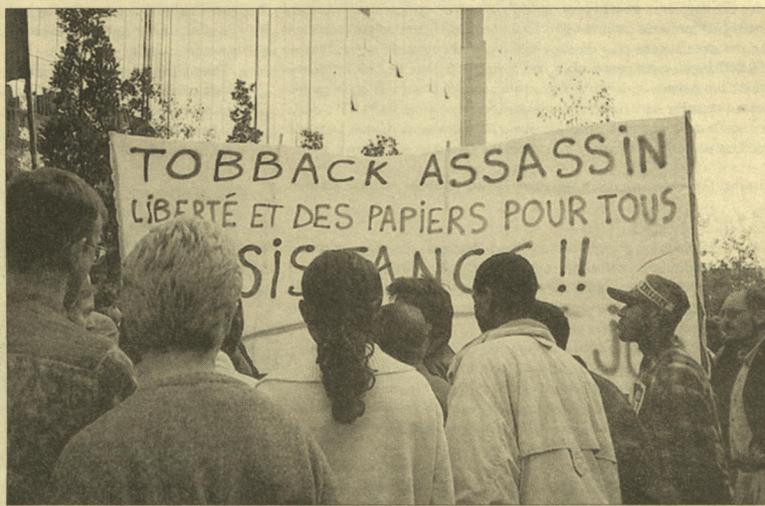
Deux choses apparaissent clairement : d'abord, qu'il faille mort d'homme pour qu'une population clame son indignation et ensuite qu'un gouvernement ne s'émeuve de cette mort, que poussé par cette indignation collective.

Les grand-messes laïques qui suivent les « bavures » de ce genre si elles sont logiques et sans doute nécessaires, sont exaspérantes (voir « l'hommage » rendu ce samedi 26 à la jeune fille... dans une église!). Quoi de plus pénible de voir associations, partis et syndicats se dresser dans une belle unanimité pour s'ériger, après coup, en défenseurs de l'humanité. Entendre, en privé, un permanent du parti écolo se féliciter de cette mobilisation et demander que son parti apporte une aide financière au Collectif contre les expulsions, relève pour moi, au minimum, de l'inconséquence et, au pire, de l'opportunisme politique.

Contre les expulsions

Mais trêve d'agacement, aujourd'hui, en Belgique, les reconductions ont été suspendues et ce n'est pas une mince victoire ; le tout est que ce combat puisse s'étendre, renforcé par la prise de conscience d'une grande partie de la population.

Mais au fait, en France, n'y a-t-il pas déjà eu un mort, peut être même plusieurs ? Je crois savoir qu'un Sri Lankaï avait été tué en août 1991,



dans des circonstances analogues...

Mais en France, on est moins sensible que nos voisins d'Outre-Quéivrain, il nous en faut plus pour suspendre les reconductions !

Se battre pour changer les lois et les mentalités, se battre pour poser, enfin, les vraies questions. Car la seule question est bien de savoir pourquoi des gens sont mieux, martyrisés chez nous en Europe que, désespérés, chez eux n'importe où ailleurs...

Tant que le système libéral perdurera, exploitant sans vergogne ce que l'on appelle les pays en « voie de développement », laissant des populations entières sans moyen de subsistance, il est utopique de croire que les flux de population puissent être régulés, même en y mettant le prix de la violence.

L'édification d'une forteresse autour de nos maigres privilèges de nantis n'empêchera jamais les affamés de partout, de traverser des fleuves à la

nage, de se faire dépouiller par des voleurs, de se faire battre chez eux, de se faire reconduire chez nous, enfermer partout et, avant-hier, de se faire étouffer par un oreiller « réglementaire ». Seule la disparition du capitalisme est le préalable à un équilibre géographique et écologique indispensable à la survie de chacun, dans les meilleures conditions possibles pour chacun.

Bruno. - groupe René Lochu (Vannes)

LECTURE

Nouvelles en trois lignes*
Félix Fénéon

FÉLIX FÉNEON EST UN personnage relativement connu mais ces écrits sont aujourd'hui quasi introuvables. Écrivain, il fut un propagandiste de la peinture impressionniste et néo-impressionniste mais aussi un propagandiste des idées libertaires. Il participa aux revues *L'Art moderne*, *La Revue blanche* mais aussi *Le Père Peinard*, *l'En-dehors*, *la Revue anarchiste*... Ce recueil intitulé « Nouvelles en trois lignes et autres textes courts » présente essentiellement des comptes rendus de faits divers (en trois lignes) parus dans *le Matin* de mai à novembre 1906. Les « textes courts » sont quant à eux extraits de diverses revues ; on trouvera aussi à la fin du livre des extraits de l'interrogatoire de Félix Fénéon au procès des Trente. Les « nouvelles en trois lignes » sont en quelque sorte un exercice de style. Il s'agit en effet de rendre compte on ne peut plus brièvement

d'un fait divers. L'amateur de littérature dégustera à son rythme. En soi, il n'est pas forcément intéressant aujourd'hui de lire d'un seul trait une liste, fort longue, de faits divers datant de 1906... Pourtant, dans cette collection, on trouve bien plus que de simples et brèves descriptions. C'est probablement l'ironie qui coule le plus souvent – mais toujours sobriement – de la plume de Fénéon. Il semble tout observer avec distance mais paraît trouver que toute occasion est bonne pour décrire la gente militaire, parfois aussi les pauvres hères abusant de la boisson. Bien sûr, il est parfois utile de connaître auparavant le contexte historique pour apprécier la nouvelle mais ne peut-on trouver plaisant de lire (p 65) : *La cour de Nancy a condamné à quinze jours de prison et 200 francs M. Gosse, curé de Benvoy, qui outragea le percepteur, à l'inventaire.*

Il rend compte aussi d'ambiances aujourd'hui oubliées : *Les femmes rouges d'Hennebont ont saccagé les vivres qu'apportaient aux ouvriers rentrés aux forges les femmes jaunes.* En effet, Fénéon rapporte régulièrement des faits sociaux et pas seulement des accidents de tramway, des suicides plus ou moins ratés, des drames de la jalousie, les catastrophes naturelles... Il reste que son point de vue est celui d'un anarchiste pour qui les faits divers sont les symptômes d'une société malade. Les textes courts, quant à eux, abordent aussi des faits divers. La contrainte d'espace n'étant plus la même, le style se fait plus persifleur. Citons ici l'un des plus courts : *On vient de capturer quelques cambrioleurs de la bande des Termes : Laguse dit Philippe-Auguste, Édouard Girod, Jean Serre, Béchard dit Petit-Louis... Notre bonne foi nous force à reconnaître que ces noms ne figurent pas à l'annuaire militaire pour 1892. (24 janvier 1892).* Les fidèles lecteurs de la « Petite semaine » de notre hebdomadaire se procureront sans tarder ce recueil. Ils y reconnaîtront dans nombre de textes une parenté stylistique. Félix Fénéon n'avait pas que des qualités. Il s'imaginait – comme quelques autres anarchistes de l'époque – que « personne n'est innocent ». La sentence est cruelle, stupide, et fut parfois mortelle. Impliqué (probablement) dans l'attentat du restaurant Foyot en 1894, il comparut lors du procès des Trente. On peut constater dans les extraits de son interrogatoire que l'ironie peut aussi bien être portée par la langue de bois, malheureusement.

à la petite semaine
Clémence

« Elle s'en tire bien ! ». Au café du Commerce, où trône l'Opinion, c'est là le commentaire le plus communément répandu, à l'annonce du verdict condamnant Florence Rey à vingt ans de réclusion. On nous permettra ici, avant de partager ou non cette appréciation, de jouer une nouvelle fois à l'instructif petit jeu des comparaisons et d'attendre l'issue du procès – si procès il y a – de ce policier tarbaï auteur lui aussi d'un mini-rodéo nocturne et sanglant, anti-mendicité, qui le fit assassiner pour une cigarette demandée. Car quelque chose nous dit, comme une espèce d'intime conviction, que ce monsieur s'en tirera encore mieux. Cette intuition, bien sûr, ne se fonde sur rien de sérieux. Que jamais cour d'assises ne vit au banc des accusés l'ombre d'un policier meurtrier ; que jamais « bavure » homicide n'entraîne pour son auteur trente, vingt, dix ou même deux ans de prison ; qu'au chapitre des crimes impunis « ratonnade » et « charonnade » cherchent encore aujourd'hui un semblant de coupable à képi ; non, rien de tout cela ne saurait nous amener à penser que ces gens-là non seulement tirent « bien » mais s'en tirent toujours bien. La clémence, la vraie, c'est d'expédier pour vingt petites années une jeune femme en prison quand elle en méritait trente pour n'avoir tué personne et jamais endossé d'uniforme.

Floréal

copinage

En espagnol, en catalan et en grec, **Sabine Viret** chantera le lundi 12 octobre à 20 h 30 au Théâtre Clavel (3, rue Clavel, Paris 19^e). Prix : 100 et 80 F ; réservations : 01 43 84 70 04. Deuxième édition des **Nuits blanches pour Chansons noires** les 6 et 7 novembre à 20 h 45 au Train Théâtre de Portes-lès-Valence (26), avec Bernard Meulien, Lény Escudero, Jean-luc Debattice, Henri Tachan, Casse-pipe. Le 6 : 150 F ; le 7 : 150 F (avec repas) ; les deux séances : 250 F. Réservations : 04 75 57 14 55.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 8 octobre à 18 heures :
Ci Vis Pacem : le collectif pour objecter à « l'esprit de défense »

jeudi 8 octobre à 20 h 30 :
Microclimat : Les organismes génétiquement modifiés avec Dorothee Benoit Browaey, auteur de « Des inconnus dans notre assiette »

samedi 10 octobre à 11 h 30 :
Chronique syndicale : avec E. Tayeb, auteur de « Immigrés, l'effet génération ».

samedi 10 octobre à 19 heures :
Contrecourbe : « La liberté guidant le peuple » de Delacroix.

samedi 10 octobre à 19 heures :
L'Harmonie du Monde : Images d'Orient, œuvres rares de compositeurs américains, anglais, norvégiens.

lundi 12 octobre à 19 h 30 :
La mémoire sociale : Histoire des socialismes (le XVIII^e siècle).

mardi 12 octobre à 10 h 30 :
Abalaloï : avec Paul Cale, avocat, traitera de la réforme de la justice.

mardi 12 octobre à 22 h 30 :
Jazz en liberté : Andrew Hil solo en public (1989) ; Claudine François sextet (1992) ; Dave Hurrell ensemble (1996) ; Lydia Domancich quartet (1997) ; Herbie Hancock quintet (1965).

mercredi 14 octobre à 10h 30 :
Blues en liberté : Juke Boy Bonner, One man band contestataire.

D'une brousse à l'autre

Le film de Jacques Kébedian sur les sans-papiers s'appelait d'abord « Hommes des pays loins ». Le tournage englobe toute la durée du combat des sans-papiers. Mais c'est cette thématique qui reste le cœur du film. D'abord, il filme tout le monde sans savoir ce qu'il fera de ses images. Petit à petit des liens se tissent entre les occupants des églises et cet homme venu pour participer à leur combat en les filmant. Tout comme un bébé africain né pendant leur courte halte à la Cartoucherie va s'appeler Ariane (comme Mnouchkine), et porter un nom qui se souviendra pour toujours, Jacques Kébedian va s'attacher à Dodo Wagué et sa petite famille, sa femme et ses deux fillettes jumelles. Le film devient alors un journal de l'amitié qui lie désormais Dodo Wagué au réalisateur. Quand Dodo Wagué obtient sa carte de séjour et un passeport pour se rendre dans son village au Mali, Jacques Kébedian va l'accompagner et filmer les retrouvailles d'un des fils du village parti à cause de la misère avec sa famille et sa communauté. Le réalisateur devient à son tour l'étranger, venu « de loin » que le village va honorer, car désormais « cameraman de la famille », il restera, selon la formule d'un des vieux « une légende dans notre cœur ». « Un blanc », certes, mais un blanc qui a su capter leur beauté et leur tranquille détermination humaine. Programmé dans une seule salle à Paris, le réalisateur vient discuter après certaines projections en soirée.

Heike Hurst (Fondu au noir - Radio Libertaire)

CINEMA

Faut-il sauver Ryan ou faut-il sauver la mémoire du jour D ?

LA MÉMOIRE DU JOUR D VA ÊTRE sponsorisée. Spielberg s'en occupe : les dollars que rapportera l'épopée du jour D, la boucherie-bravoure du film de Spielberg financeront le mémorial prévu pour l'anniversaire du D-day en 2000, ou, si tout va bien, dès 1999. Spielberg crée un mémorial en Normandie. Les petits Américains ont bien de la chance. Au lieu de s'emmerder avec des bouguins d'histoire et de se faire coller sur la date du jour D, ils vont brancher leur CD-Rom « D-Day » et le tour est joué. Plus d'erreurs, plus de recherches, plus de curiosité. On n'en a plus besoin, papa, grand-papa Spielberg a fait le grand saut pour nous, a joué le grand jeu et s'est entouré des meilleurs techniciens et acteurs pour massacrer à l'écran nos dernières volontés de réfléchir avec notre propre tête. S'il fallait dénoncer la boucherie et la connerie de la

guerre, une demi-heure suffisait. Mais puisqu'il faut sauver « Ryan » et le dire à la mère et après avoir sauvé Ryan vivre pour le mériter, Ryan, le pauvre n'a même plus le choix de la vie qu'il veut vivre. En fait, il voulait s'éclater avec ses potes

sur un pont, fabriquer des cocktails d'explosifs (alinéa deux du livre d'instruction du parfait petit recrue) et non pas se faire recruter pour l'éternité. Je crois que je préfère la « Fille de Ryan »... Heike Hurst (Fondu au Noir)



NOISY LE GRAND

Le PS s'attaque au Monde Libertaire plutôt qu'au Front national !

DÉPUIS 1987 LES INTÉGRISTES et l'extrême droite noisienne (93) se retrouvent autour d'une association : « l'A.N.C.R.E », parrainée par Romain Marie (F.N.); Jean-François Chiappe (Bureau Politique du F.N.); Pierre Bernard (Maire de Montfermeil); Radio Courtoisie;... Son président est François Triomphe (présent sur la liste F.N. à Noisy).

● Pajon (maire de Noisy-le-Grand, P.S.) délivre un permis de construire (une chapelle) aux intégristes de l'A.N.C.R.E. Ce qui avait été refusé par le précédent maire (R.P.R./U.D.F.).

● 4 février 1996, messe (célébrée par la Fraternité Saint-Pie X) pour la pose de la « première pierre ». Première contre-manifestation, ce début de mobilisation débouchera sur la création d'un « collectif de vigilance » regroupant de nombreuses associations sociales, syndicales, culturelles et politiques de Noisy-le-Grand (93).

● Octobre 1996, constatant que les inscriptions « racistes » ne sont pas nettoyées par la mairie, le collectif lance une opération « nettoyage ».

● Janvier 1997, le collectif édite une pétition et des tracts dénonçant les dangers de l'implantation durable de l'extrême droite : Le F.N. dénonce cette campagne haineuse... dans le bulletin municipal de Noisy.

● Collage d'une affiche dénonçant la complicité de Pajon dans la construction de cet îlot intégriste. « Pajon autorise la construction d'une chapelle pour les enfants de Pétain ». Deux militants du collectif sont arrêtés et poursuivis, suite à une dénonciation... de militants du P.S.

● Avril/novembre 1997, le collectif organise des actions qui rencontrent

un écho croissant dans la population : réunions, débat (le retour de « l'ordre moral », le droit des femmes), édition d'affiche, de tracts... Cette mobilisation agace profondément... le PS et son maire qui lui se mobilise... contre le collectif.

● 11 novembre 1997, la manifestation contre les intégristes est réussie. Six cent personnes refusent l'implantation durable de l'extrême droite à Noisy-le-Grand, le cortège libertaire dénonce les complicités du maire « les intégristes construisent une église, Pajon fournit les pierres ». Le Monde libertaire édite un supplément.

● 29 janvier 1998, Pajon obtient du conseil municipal l'autorisation de poursuivre l'affiche le dénonçant. Le 6 avril 1998, il poursuit le Monde libertaire pour diffamation, réclamant 130 000 F. de dommage et intérêts.

● Le collectif apporte son soutien à notre hebdomadaire et édite un tract.

● Mai 1998, après avoir attaqué le Monde libertaire, M. Pajon (directeur de publication) édite dans le bulletin municipal - en toute connaissance de cause -, un article du Front national ouvertement raciste. Le maire P.S. préfère favoriser l'implantation du Front national et des idées obscurantistes et combattre la Fédération anarchiste qui diffuse des idées pour la liberté, l'égalité sociale et la fraternité entre les peuples.

● Printemps 1998, le siège départemental du FN quitte Pavillons/s/bois pour... Noisy-le-Grand.

● 16 juillet 1998, les locaux d'une association juive (la CLIN) sont saccagés à... Noisy-le-Grand. À l'occasion, le collectif organise un rassemblement.

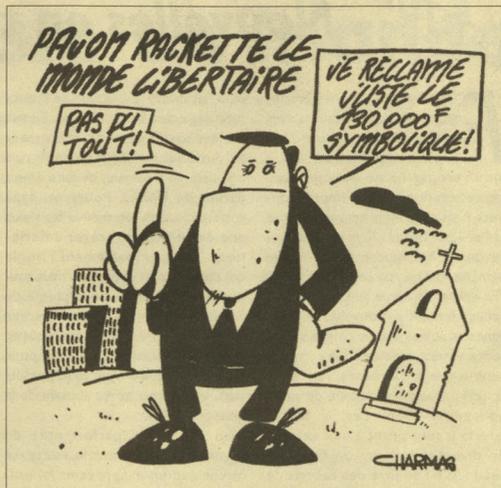
● Juillet 1998, en Bretagne, des scouts intégristes (originaire de Mantes-la-Jolie) se noient. La responsabilité de l'abbé Cottard est sans équivoque. Comme par hasard, une sœur jumelle de cette organisation de jeunesse puant l'extrême droite a son siège à Noisy-le-Grand dans les locaux de la chapelle.

Les organisations du collectif « noisées de vigilance contre l'extrême droite » ont depuis le début dénoncer les dangers de la construction de cette église et des activités qui immanquablement allaient s'y greffer : sièges d'organisation intégristes, racistes, d'extrême droite, formation de jeunesse, ouverture d'une école... Pour des raisons de basse politique politicienne locale, le sieur Pajon (maire P.S.) préfère l'implantation des idées obscurantistes et haineuses et combattre ceux qui s'y opposent.

Les faits sont têtus, les grands discours du P.S. sur les dangers de Jean-Marie Le Pen sont tous les jours battus en brèches par des pratiques nationales ou locales qui le favorise ou crédibilise ses idées. Pour notre part, nous continuerons à combattre pour la liberté des individus et l'égalité sociale et l'entraide entre les peuples.

Fédération anarchiste

D'ores et déjà, et quel que soit le jugement qui sera prononcé, le Monde libertaire doit faire face à des frais de Justice. À cet effet, une souscription a été lancée à laquelle un certain nombre d'entre vous ont répondu immédiatement. Il est malheureusement nécessaire de poursuivre cet effort encore aujourd'hui. Merci d'adresser vos dons par chèque (mention procès ML) à Monde libertaire, 145 rue Amélot, 75011 Paris.



A G E N D A

Jeudi 8 octobre

GRENOBLE : Le groupe Jules-Vallès de la Fédération anarchiste vous convie à une conférence sur le thème « Halte à la criminalisation du mouvement social » à 20 heures au 102, rue d'Alembert.

Samedi 10 octobre

LYON : L'Union locale de la Fédération anarchiste organise une conférence avec Gérard Lorne, auteur du livre Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise à 15 heures puis repas-guinguette (avec orgue de Barbarie) à partir de 19 heures à la librairie La Plume noire, 19, rue Pierre Blanc (1^{er}) (Tél : 04 72 00 94 10)

PÉRIGUEUX : Manifestation contre la venue de Bruno Mégret avec la F.A., la C.N.T., le SCALP à 10 h 30 derrière le palais de Justice.

TOULOUSE : Le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste vous invite à une vidéo-débat sur la liberté d'expression avec une diffusion d'un extrait du film « Noam Chomsky, les illusions nécessaires » à partir de 15 heures à l'Athénée Albert-Camus 36, rue de Cugnaux - Toulouse (métro Patte d'Oie et Arènes).

10 et 11 octobre

TOURNAI : Sixième Camp'anar organisé par le Réseau anarchiste tournaisien, les Ami(e)s d'Alternative Libertaire et la Coordination Autonome des Travailleurs (anarcho-syndicaliste). Infos 00 32 2 647 98 01.

dimanche 11 octobre

SAINT-ETIENNE : Le groupe Les Asturies de la F.A., organise une conférence avec Gérard Lorne, auteur du livre Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise, à 14 h 30 à la librairie La Mauvaise graine, 2, rue Paillon (Tél : 04 77 41 36 77)

mardi 13 octobre

BESANÇON : Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste vous convie à une causerie-débat-musique avec Gérard Lorne, auteur du livre Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise, à partir de 20 h 30 au cercle Suisse.

samedi 17 octobre

PARIS : À l'appel de nombreuses organisations (Prochoix, Médecins du monde, Fédération anarchiste, Ras l'Front, Ligue des Droits de l'Homme, C.N.T., etc.), un rassemblement aura lieu devant la salle de la mutualité pour riposter à la « Journée internationale pour la vie » organisée par une dizaine d'associations anti-avortement.

mardi 20 octobre

LIÈGE : Le Café Politique invite « Chômeur, pas chien! ». L'association « Chômeur, pas chien! » ne cible pas en priorité le « droit au travail » : si le travail humain devient progressivement inutile à la production, ne faut-il pas assurer le droit de tous à bien vivre, quel que soit le rapport de chacun au travail salarié? Contact : Ingrid Muller (087/37.63.70 ou 04/344.58.88).

Samedi 31 octobre

MARSEILLE : L'Union régionale de la F.A. et l'UL-CNT organisent la 5^e nuit de l'Anarchie à partir de 18 heures au Théâtre Tourny (16, passage Léo Ferré, Métro national et Bus 89). Au programme : Débats, tables de presse, buffet, buvette, musique, vidéos et balletti. Entrée gratuite.

Le chantage à l'emploi

mettre en place la flexibilité, il n'y était pas parvenu dans tous les secteurs faute d'avoir des contreparties à proposer.

Avec la loi Aubry, il peut pratiquer le chantage du maintien de la rémunération contre l'acceptation de la flexibilité et en guise de réduction du temps de travail, les 35 heures à la sauce de la gauche plurielle est en train de se traduire par un allongement des journées voire des semaines de travail. Il n'est pas rare de voir des accords basés sur des amplitudes journalières de travail de 13 heures sur 6 jours la semaine. Après ça, les patrons pourront remettre un cierge à la gloire de Sainte Martine pour ses bonnes œuvres.

C'est sur cette base avec notamment des salariés désignés par les patrons et docilement mandatés par un syndicat que l'application de la loi se fait. Le deal

de la C.F.D.T. avec le gouvernement prends alors toute sa place.

35 heures payées 35 heures

Pour le salaire, la loi ne fixe rien hormis qu'il est possible de baisser les salaires à l'occasion de la réduction du temps de travail...

Actuellement, le patronat s'est donné pour objectif de cumuler baisse de salaire et flexibilité, et toujours selon la loi, il ne pouvait en être autrement. En cumulant les deux, il atteindrait son objectif de réduire la part du coût du travail.

Martine Aubry et le gouvernement de la gauche plurielle dans toutes ses composantes ont donc répondu à l'attente du capital. Que ceux qui en

suite de la première page

doutent, se procurent les recommandations du E.M.I. sur l'ajustement du coût du travail.

Il n'y a aucune rupture entre la politique du gouvernement Juppé et celle de Jospin et les vociférations des camarades de Hue à la fête de l'Humain tiennent de l'aboiement du roquet de la garde-barrière voyant passer le train de la misère inhérente au capitalisme et renforcée par la mondialisation (A.M.I., N.T.M., etc.).

La dynamite sociale nous tend les bras et nous pouvons compter sur ce gouvernement quand il abordera la réforme des retraites pour y ajouter une once d'instabilité. Si nous sommes à même de ne pas confondre les causes et les effets, préparons-nous à allumer la mèche.

Voies libres